



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'AUBE

Arrêté n° 2013134-0020

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société TCP DEVELOPPEMENT
Commune de SAINT ANDRE LES VERGERS

Arrêté Préfectoral de Mise en demeure

Le Préfet de l'Aube,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, Livre V - Titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 07-4326 du 30 novembre 2007,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du site n° 10-2270 du 13 juillet 2010,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 avril 2013,

CONSIDERANT que la société TCP DEVELOPPEMENT exploite plusieurs entrepôts de stockage,

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 18 mars 2013 a mis en évidence que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions relatives à la mise en place des parois coupe-feu extérieures pour le bâtiment 6,

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aube,

ARRETE

ARTICLE 1

La société TCP DEVELOPPEMENT, ci-dessous dénommée l'exploitant, dont le siège social est 119, route d'Auxerre – 10121 SAINT ANDRE LES VERGERS, est mise en demeure pour son site exploité à la même adresse que son siège social, de respecter sous 6 mois, l'article 2-6 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-2270 pour la partie qui concerne les parois extérieures du bâtiment 6.

ARTICLE 2

Dans le cadre du respect de l'article 1 du présent arrêté, l'exploitant transmettra sous un mois au service de l'inspection, un bon de commande concernant l'aménagement prescrit.

ARTICLE 3

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, Livre V - Titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 4

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – 25 rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.

ARTICLE 5

Le présent arrêté est notifié à la société TCP DEVELOPPEMENT.

Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la mairie de SAINT ANDRE LES VERGERS pour y être tenue à disposition de toute personne intéressée.

Un extrait est affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

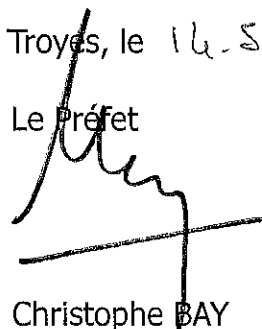
Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par la mairie à la Préfecture de l'Aube – Direction Départementale des Territoires – Secrétariat Général - Bureau Juridique.

ARTICLE 6

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aube, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et Monsieur le Maire de SAINT ANDRE LES VERGERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le 14.5.13

Le Préfet

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Christophe BAY', written over a horizontal line.

Christophe BAY

